

Préface

Négociier, est-ce encore exercer le magistère ? Appliquée à la papauté, cette question pourrait renvoyer à la figure du Père commun qui a animé depuis le Moyen Âge et anime encore aujourd'hui les efforts de paix et de médiation du souverain pontife affronté aux déchirements de la Chrétienté et du monde. Elle devient plus complexe lorsqu'elle est posée *hic et nunc* à la papauté de la Réforme catholique, post-tridentine, plongée dans la géopolitique violente et mortifère de la guerre de Trente Ans. La paix de Westphalie conclue à Münster et à Osnabrück le 24 octobre 1648 a été longtemps célébrée comme l'avènement d'un nouvel ordre international dont la papauté se serait volontairement exclue par sa protestation exprimée un mois plus tard par le bref *Zelo Domus Dei* datée du 26 novembre 1648.

Le livre de Julien Régibeau retrace avec une infinie patience et une grande érudition les plis et les replis de la marche vers cette prise de position et de sa gestion diplomatique immédiatement postérieure, spécialement au cours des années 1647 à 1650. Il vient opportunément nous rappeler que, au plus fort de la mêlée diplomatique du *Seicento*, la papauté a opéré une reconfiguration de son rôle et de sa place dans le concert des États-nations alors en construction. Plutôt que de donner à son tour, après Leopold von Ranke, Ludwig von Pastor ou Konrad Repgen, dans l'énonciation d'un bilan positif ou négatif de cette politique, J. Régibeau préfère emprunter les voies d'une histoire pragmatique de la diplomatie pontificale. Son récit est moins celui de l'exposition des principes et de leur discussion que d'une attention de tous les instants aux hommes qui les incarnent, qui les servent ou qui s'en servent.

Il valorise ainsi les effets générationnels qui portent au pouvoir suprême des papes qui ont été eux-mêmes des négociateurs internationaux et ont connu antérieurement les impératifs de la défense du catholicisme et les efforts de préservation de la paix. Le premier ^{xvii}e siècle enregistre à cet égard une séquence successorale inédite sur le trône de saint Pierre que l'on ne devait plus guère retrouver avant le second ^{xix}e siècle et le premier ^{xx}e siècle. Sensibles à une raison d'Église davantage qu'à une raison d'État qui empreint à la même époque d'autres pouvoirs, au premier rang desquels la France de Richelieu, les souverains pontifes de ce temps s'efforcent de

plaider pour une autre conception des équilibres internationaux, fondée avant tout sur une solidarité confessionnelle. Cette dernière butte toutefois frontalement sur le conflit franco-espagnol des Bourbons et des Habsbourg d'Espagne dont les intérêts croisés et les alliances de revers rendent pratiquement impossible la tâche des diplomates pontificaux.

Ceux-ci, J. Régibeau le montre admirablement, ne sont pas seulement des marionnettes animées par les gestes et la ventriloquie du centre romain, mais possèdent aussi leur propre autonomie. Elle n'est pas commandée et permise uniquement par l'éloignement et le temps de parcours des dépêches ; elle procède d'une nécessité et d'une volonté de travailler de concert avec leurs homologues auprès des différentes cours intéressées au règlement de la paix puis à son application et à sa possible extension. Les correspondances diplomatiques, auxquelles on a tant demandé et dont on a tiré tant d'éditions et de démonstrations depuis le *xix^e* siècle de Ranke et de Pastor, sont ici considérées non plus comme gisement de faits mais bien comme un sujet d'étude en soi. La communauté épistolaire formée par les nonces et Rome ou par les nonces entre eux, est partie prenante de l'élaboration de la politique internationale de la papauté et plus largement de sa « culture diplomatique » ici postulée avec volontarisme.

Examinant successivement les conditions du possible discours sur la paix, la genèse de la protestation et les échos décentrés de cette prise de position inscrite dans le droit fil de la nature de la papauté, le propos de J. Régibeau fait flèche de tout bois. Retour sur les mémoires institutionnelles, mise en valeur des dynamiques sociales, analyse serrée du discours et des moyens diplomatiques, les multiples facettes de l'enquête historique concourent à dresser un tableau de l'action diplomatique du Saint-Siège infiniment plus riche et nuancé que ce que laissent entendre les grands textes du présent (la protestation avant tout) ou l'histoire future (mise à l'écart progressive des congrès diplomatiques postérieurs) de la papauté.

L'entrée dans le moment dur de la négociation westphalienne, autrement dit, les années 1646-1647 où les protagonistes sortent de l'ambiguïté et mettent lucidement et franchement sur la table leurs revendications, cueille la diplomatie pontificale presque au dépourvu. Habitée à gérer les contradictions pour mieux les surmonter à coups de solutions inventives et suspensives, la papauté comprend que le règlement alors en discussion au congrès est d'une autre nature que tout ce qui a précédé jusque-là. Non seulement il n'est d'aucune utilité pour faire cesser l'antagonisme franco-espagnol, mais il inclut au premier chef les puissances protestantes que l'on n'entend plus exclure.

Dès lors, la poétique du déclin ou de la ruine qui empreint peu à peu le discours des nonces pontificaux, réduits à une forme d'impuissance, est maniée avec componction ou avec une ironie mordante par un Fabio Chigi qui n'ignore rien des effets qu'il sème ainsi dans les bureaux romains ou

dans l'esprit de ses correspondants. À vrai dire, personne en Europe n'est véritablement surpris par la protestation romaine de 1648, prête *in petto* depuis que le congrès a pris la voie d'une construction partagée entre des acteurs confessionnels qui oublient précisément la dimension religieuse pour faire prévaloir des impératifs sécuritaires et pacifiques. La papauté se construit alors, *nolens volens*, une image sacrificielle de gloire christique dans l'affirmation presque inévitable d'un *non possumus* qui n'est ni le premier ni le dernier de sa longue histoire.

Après 1648, de Paris à Bruxelles, Madrid ou Vienne, le discours pontifical a emprunté durant ces années « d'incertitude », des chemins escarpés et ingrats. Au fracas du bref *Zelo Domus Dei* a succédé la patiente et délicate négociation pour tenter d'imposer un autre récit que celui de la défaite et prôner un apaisement entre les deux derniers grands protagonistes affrontés, la France et l'Espagne. La prolongation du conflit armé de ces champions du catholicisme sonne toutefois comme une double peine pour un pape qui a été incapable de faire triompher sa vision du monde. Les troubles de la Fronde agissent comme autant d'occasions pour agir ou d'invitations à attendre sur une diplomatie pontificale soucieuse malgré tout de parvenir à installer une forme de compensation au résultat de Westphalie. Las ! Les deux adversaires recourent aux mêmes présupposés idéologiques qui ont mis fin aussi bien à la guerre de Quatre-Vingts Ans (traité du 30 janvier 1648 entre Espagne et Provinces-Unies) qu'à la guerre de Trente Ans. La paix des Pyrénées du 7 novembre 1659 se négocie et se conclut sans Rome.

Point n'est besoin de redire que le temps de la papauté n'est pas celui de la politique des hommes, encore moins celui de l'histoire. L'ouvrage de Julien Regibeau est là pour le redire avec force : la culture diplomatique du Saint-Siège possède des spécificités qui défient l'analyse ordinaire en matière de relations internationales. L'immense art de la prudence dont elle est imprégnée déroute ou déconcerte parfois, si l'on raisonne en termes d'alliances supposément naturelles ou d'intérêts matériels ou concrets. La tiare pontificale, autrement appelée trirègne, est lourde à porter. C'est que le pape, évêque de Rome, souverain de l'État ecclésiastique, se veut aussi le vicaire du Christ sur Terre. Penser cette dimension en historien est une exigence et une gageure dont ce livre est une illustration réussie.

Olivier PONCET

École nationale des chartes-PSL
École des hautes études en sciences sociales